



**DIRECTION GENERALE DES SERVICES**

DIRECTION DES FINANCES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES  
SERVICE EXECUTION BUDGETAIRE

**Arrêté n° 116/2023**

**Constituant la sous-régie d'avances Unité de SAINT-AMAND-MONTROND  
Après de la régie d'avances du Centre départemental de l'enfance et de la famille  
HELIOS N° 22  
Centre départemental de l'enfance et de la famille  
18000 BOURGES**

**Le président du Conseil départemental,**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1617-1 à R. 1617-5-2, R. 1617-11 à R. 1617-14, R. 1617-16, et R. 1611-17 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22 ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques ;

Vu l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

Vu la délibération n° AD 393/2022 du Conseil départemental du 17 octobre 2022 approuvant le versement de l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes relevant de la fonction publique hospitalière ;

Vu la délibération n° AD 179/2021 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 donnant délégation permanente au Président du Conseil départemental pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du Département ;

Vu l'arrêté n° 282/2021 du 30 septembre 2021 du Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. Joël MARTINET, Directeur général des services départementaux du Cher ;

Vu l'arrêté n° 101/ 2022 du 21 juillet 2022 du Président du Conseil départemental portant constitution de la régie d'avances au CDEF ;

Vu l'arrêté n° 104/2022 du 21 juillet 2022 du Président du Conseil départemental portant constitution de la sous-régie d'avances Unité de SAINT-AMAND-MONTROND auprès de la régie d'avances au CDEF ;

Considérant que l'arrêté n° 114/2023 du Président du Conseil départemental portant constitution de la régie d'avances au CDEF prévoit l'institution de 9 sous-régies d'avances dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans les actes créant ces sous-régies ;

Considérant que la réforme de la responsabilité financière des gestionnaires publics conduit à l'abrogation du régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs et à la suppression du cautionnement obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire du 10 février 2023 ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté n° 104/2022 du 21 juillet 2022 du Président du Conseil départemental portant création de la sous-régie d'avances Unité de SAINT-AMAND-MONTROND auprès de la régie d'avances au CDEF, est abrogé.

**Article 2** : Il est créé une sous-régie d'avances Unité de SAINT-AMAND-MONTROND auprès de la régie d'avances du CDEF .

**Article 3** : Cette sous-régie est installée au 17 Rue du docteur Vallet, 18200 SAINT-AMAND-MONTROND.

**Article 4** : La sous-régie paie les dépenses suivantes :

- Produits alimentaires, avances d'alimentation, ticket de cantine,
- Dépenses occasionnées par les loisirs (entrées aux spectacles, piscines, stades, camping, parcs de loisirs, visites éducatives, adhésions aux clubs, licences de sport),
- Timbres, téléphone, frais de transport pour le port dû,
- Coupes de cheveux pour les enfants et les adolescents,
- Argent de poche, cadeaux d'anniversaire, gratifications pour service rendu, étrennes aux postiers,
- Dépenses de carburant,
- Produits d'entretien et d'hygiène, vêtements,
- Matériel éducatif,
- Frais de scolarité, photos d'identité,
- Dépenses occasionnées par l'organisation des camps de vacances (frais de déplacement, carburant, versement d'arrhes pour location des locaux, achat de produits alimentaires, boissons, téléphone),
- Chèques de caution pour garantir les dégâts pouvant être causés dans un hébergement lors des camps,
- Timbres fiscaux,
- Frais de transport pour les usagers (cartes de car scolaire, tickets de bus),
- Achats pour l'entretien et les réparations courantes de l'intérieur (peinture, papiers peints, petit matériel électrique, sanitaires, menuiseries) et pour l'extérieur (terre, grave),
- Dépenses imprévues à l'occasion de faits exceptionnels tels que décès, mariage...,
- Fournitures scolaires, petit matériel scolaire et livres scolaires, jouets et cadeaux de Noël des enfants,
- Toutes menues dépenses sur présentation de justificatifs.

**Article 5** : Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivant :

- en numéraire,
- par chèques,
- par carte bancaire – un compte « Dépôt de Fonds au Trésor (DFT) » est ouvert au nom du régisseur.

**Article 6** : Le mandataire de la sous-régie versera auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

**Article 7** : Le mandataire ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

**Article 8** : Le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Article 9** : Le directeur général des services départementaux et le comptable public assignataire du Département du Cher sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 10** : Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Cher (<https://www.departement18.fr/Registres-des-Actes-Administratifs>).

Dans les conditions prévues au V de l'article L. 3131-1 du code général des collectivités territoriales, toute personne peut demander à obtenir sur papier une copie du présent arrêté. Si la demande est adressée sous forme électronique, celle-ci devra être envoyée à [service.juridique@departement18.fr](mailto:service.juridique@departement18.fr) ou depuis la rubrique « contact » sur <https://www.departement18.fr>.

**Article 11** : Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au président du Conseil départemental du Cher (Hôtel du Département, 1 place Marcel Plaisant, CS 30322, 18023 BOURGES Cedex). Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (par voie postale à l'adresse suivante : 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS Cedex, ou, par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible par le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr>).

En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité (rejet explicite) ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à BOURGES, le **15 FEV. 2023**

Le Président du Conseil départemental du Cher,  
Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur Général des Services,

Joël MARTINET



Acte transmis au contrôle de légalité le :

Acte publié le : 17 février 2023

Accusé de réception en préfecture 018-221800014-20230216-A116-2023-AI Date de télétransmission : 16/02/2023 Date de réception préfecture : 16/02/2023
--